

COMITE D'ACTION POUR LE RESPECT DE L'ETAT DE DROIT

Conférence de Mr Laurent OBERTONE

Le 29 avril 2015 à 18h30 à la Maison des Associations de Troyes

Présidée par Jean-Louis CHATON, Président du CARED,
devant plus de 120 participants

Jeune essayiste talentueux, Laurent OBERTONE est l'auteur notamment de deux ouvrages très remarquables : « La France orange mécanique » (2013+ actualisation 2015) consacré à la criminologie dont il est un spécialiste, et « La France Big Brother » (2014). Sa conférence est la toute première qu'il donne sur le thème de la criminologie et de l'ensauvagement de la France.



L'auteur commence sa conférence en souhaitant effectuer un historique personnel. Formé à l'école de journalisme de Lille, il rappelle qu'en entrant dans une école de journalisme, il fût obligé de s'aligner sur « *une certaine bonne pensée* » sous peine d'être éliminé. Et en particulier sur des questions sensibles comme celle de l'insécurité... Laurent OBERTONE illustre son propos : à l'occasion du procès en 2013 pour viol par deux collégiens d'une jeune fille, le procureur de la République

requiert 6 ans de prison ferme, réquisition qualifiée « *d'exceptionnel par sa dureté* » par le journal Nice Matin. Or, le Code Pénal requiert 15 ans minimum de prison ferme pour les viols en réunion. Pourquoi ce décalage ? Et il enfonce le clou : le juge fixera finalement 2 ans de prison ferme. Compte tenu des modalités d'application des peines, les prévenus peuvent ne jamais mettre les pieds en prison. Le problème est le caractère non exceptionnel de cet exemple : pour un viol, la condamnation habituelle est statistiquement de 8 ans, pour un taux de réalisation effectif moyen de...4 ans. Pour l'auteur, les policiers sont de plus en plus « au bout du rouleau » : la justice aujourd'hui détricote totalement le travail de la police.

Autre problème majeur : les statistiques de la délinquance. Plus de 200 femmes sont violées tous les jours en France (statistiques ne comprenant que des violeurs majeurs...), alors que seules 20 femmes par jour portent effectivement plainte. Le Ministère détient les vraies statistiques, mais diffuse uniquement la statistique des 10% de plaintes enregistrées. Concernant le phénomène grandissant des agressions ultraviolentes, dénommées « *agressions cigarettes* » (c'est à dire sans motif valable), les procès sont d'après le conférencier « *un théâtre d'émotions mises en scène dans le but de plaindre l'agresseur : enfance difficile, passé colonial de la France,....* ».

Laurent OBERTONE déclare avoir été laminé par tous les médias, dès lors que Marine le Pen a salué la qualité de son livre *Orange Mécanique*. Et de raconter son passage face dans l'émission de Laurent Ruquier « On n'est pas couché » face à Emeric CARON....

Son analyse est la suivante :

- **les médias** sont un premier problème, car ils détiennent l'accès à l'expression publique. Or ils sont tous sur la même position par rapport aux questions d'insécurité. La

hiérarchisation de l'information est un procédé redoutable pour la désinformation. Les médias choisissent sciemment de parler de certains faits et en omettre d'autres, donnant par là même l'impression qu'ils sont plus fréquents et plus graves.

- **Notre passivité** en est un autre : à part s'indigner devant nos postes de TV du laxisme avec lequel sont traitées les violences, que faisons-nous ? Les français ont aujourd'hui moins conscience de ce qu'est la France. La cohésion nationale est très faible, les individus sont dans leur propre bulle. A quel moment le citoyen est-il devenu à ce point lâche, au point de ne même plus porter assistance à une personne agressée sous ses yeux ? Notre manière de concevoir le monde évolue : Mr Moyen, français de souche, machine à consommer s'en remet toujours à une personne providentielle qui viendra régler ses problèmes.

L'insécurité est en train de changer de visage : depuis 2011 le terrorisme supplante l'insécurité quotidienne. De hauts responsables de la Police se déclarent « largués » devant la masse de travail que représenterait le suivi de tous les profils à risque. Pour Laurent OBERTONE, les terroristes en France sont les « recalés du Djihad de Syrie ». Mais leur profil est celui de tous les délinquants de banlieue, impossible à déceler. Les militaires qu'on a mis dans la rue sont à bout : subissent agressions verbales, crachats... Ils sont extrêmement fatigués. Quand des individus organisés s'en prennent aux forces de l'ordre légitimes avec des armes de guerre, c'est la définition d'une guerre civile. Autre problème : le conditionnement des policiers pour ne pas faire usage de leur arme de service... « *sauf quand ils sont morts !* ». L'auteur analyse que si nous avons 5 ou 10 affaires Kouachi en même temps, **nous n'avons plus les capacités d'y faire face**. Le taux de chômage ne règle rien : les médias nous expliquent que sans chômage il n'y aurait plus de délinquance, experts à l'appui....sauf que les « experts » présents sur le plateau du journaliste sont choisis pour dire la même chose que lui.... C'est la confiscation de l'expression publique. Et de citer un exemple : celui d'un blanc passé à tabac dans un bus par trois noirs. **2/3 des crimes et délits sont commis par des personnes issus de l'immigration**. Donc statistiquement parlant, il faudrait contrôler plus de personnes « à l'apparence » pour augmenter la probabilité de réussite. Mais le délit de faciès a été créé pour castrer ce principe de bon sens. Le simple fait de faire ce constat statistique simple cela déclenche les foudres de l'anti-racisme tout puissant en France...y compris parmi les juges des Tribunaux (cf affaire Zemmour).

Toute cette insécurité est un témoignage supplémentaire de l'échec du multiculturalisme. Pour l'auteur, il apparaît de façon criante que des gens de culture trop différente ne peuvent vivre ensemble de façon totalement pacifiste. Ce constat nous le faisons tous, sauf ceux qui détiennent l'expression de la parole publique... Le problème à nouveau est notre passivité : tout le monde attend mais personne n'ose le premier pas pour renverser tout cela...

Laurent OBERTONE revient ensuite sur les événements Charlie Hebdo : choc émotionnel, les gens descendent dans la rue pour se poser des questions. Le « *pas d'amalgame* » nous est alors imposé par les médias. L'auteur livre alors une analyse sociologique : le martèlement de ce genre de slogan opère comme en publicité : la répétition généralisée l'ancre profondément dans notre cerveau. Pour toutes ces raisons, la situation lui semble peu réjouissante. Il ne voit pas de mouvement du peuple, mais il note malgré tout une volonté de contourner cette information politico-médiatique puissante. Et pour attester de notre capacité à reprendre le pouvoir ou se faire entendre, il cite un policier : « *Le danger n'est pas les kalachnikov dans les banlieues mais les 20 millions de fusils de chasse dans les foyers français* ». Dans la manif pour tous par exemple, avec 1 million de personnes dans la rue, le peuple avait la possibilité de faire ce qu'il veut, un tel nombre n'est plus du tout gérable par les forces de l'ordre.

Pour OBERTONE, l'Etat devrait être l'esclave du peuple, aujourd'hui c'est l'inverse. Il impose actuellement sa morale à l'ensemble du peuple. Il nous faudrait rappeler à ces gouvernants qui veulent nous rééduquer certaines réalités. Mais nous sommes domestiqués, disciplinés, empêtrés dans notre petit confort. Nous sommes convaincus que nous avons tout à perdre, maintenir notre travail et donc notre salaire, subvenir aux besoins de sa famille, tout cela entraîne un repli sur soi. Le risque d'exclusion sociale est ancré dans la société : c'est une alarme qui se déclenche dès qu'on doit aborder en groupe le débat sur les questions d'immigration et d'identité. Cette alarme nous oblige à modérer nos propos.

Et Laurent OBERTONE conclut : *« Pour toutes ces raisons la situation ne peut plus s'améliorer, d'autant plus que notre système social prend de plus en plus de place, il y a de plus en plus d'individus à entretenir aux frais de la société. »*

Questions

Q1 : Comment faire confiance à notre justice sachant que les ministres eux même ont des proches en prison.... ?

Réponse : *« Si on avait demandé aux français leur avis pour la nomination de Mme Taubira, elle ne sera pas en fonction. Sa justice est une justice dévoyée. »*

Q2 : Loi sur le renseignement : nos réunions du Cared seront-elles surveillées ?

Réponse : *« Si la justice est défaillante, à quoi bon augmenter le renseignement ? Les opérateurs téléphoniques gardent toutes nos conversations. Heureusement grâce à l'internet, le contrôle ne peut plus être total. Par exemple, le site www.fdesouche.com hiérarchise différemment l'information. »*

Q3 : Avec 1 million de participants à la Manif pour tous, ça a failli péter, alors si on était 3 millions...

Réponse : *« Bien sûr mais les gens sont trop attachés à leur quotidien et ont peur de fiche en l'air le système qui les fait vivre. Un mouton ne casse la barrière de son enclos que s'il n'a plus d'herbe à manger, ou si un prédateur survient. Et de citer comme exemple le fait que le cerveau des gens efface à mesure les actes horribles de terrorisme pour se protéger eux-mêmes... »*

Q4 : Les zones de non droits où la police n'intervient plus

Réponse : *« Les problèmes ethniques entraînent une balkanisation des banlieues. Notre pays ne ressemble plus à ce qu'il était. Si on rendait le pays moins confortable à tous ceux qui souhaitent s'y établir, ils reverraient leur copie... L'adversaire est bien organisé : nombreuses associations, processus rodés pour saisir et convoquer la presse dès que des propos dérangeants vont être émis, et les requalifier officiellement de « dérapage » ou de « propos racistes ». Ex de l'affaire Leonarda : les français sont tous unanime sur le sujet...et pourtant tous ceux qui passent à la TV disent le contraire. Chacun se demande alors s'il est seul à penser que Leonarda et sa famille doivent repartir chez eux. L'individualisme empêche la formation d'une cohésion nationale pour agir. »*